

Politique migratoire



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants

L'économie suisse a toujours été tributaire de la main-d'œuvre étrangère. Or, depuis 2007, la Suisse connaît une véritable explosion démographique en raison de l'immigration incontrôlée : au rythme actuel, la barre des 10 millions d'habitants sera franchie dans quelques années déjà. Cela pèse sur la qualité de vie, la prospérité, la nature, nos infrastructures telles que les écoles et les hôpitaux, l'approvisionnement énergétique et l'approvisionnement en denrées alimentaires locales. A cela s'ajoute le sentiment d'être de plus en plus étranger dans son propre pays.



Nael Hasler

Spécialiste en informatique et
en documentation CFC

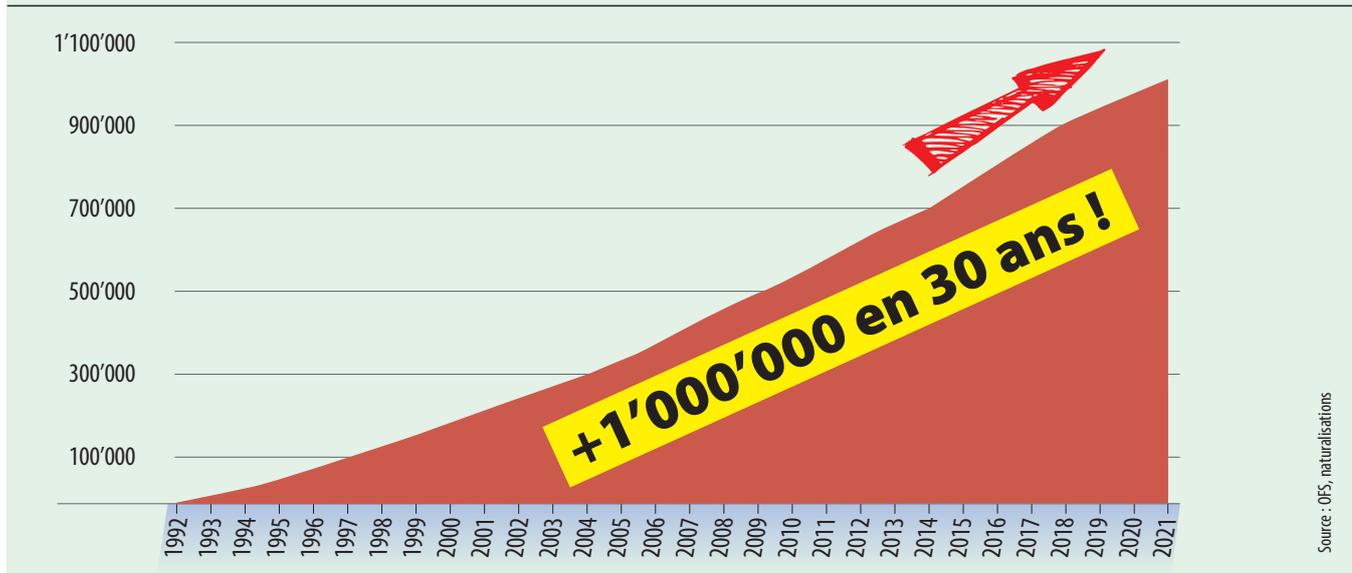
“ L'immigration sans mesure conduira bientôt à une Suisse à 10 millions d'habitants. De plus en plus de Suisses se sentent étrangers dans leur propre pays. Et ce uniquement parce que les saboteurs du Parlement et des tribunaux ne mettent pas en œuvre le mandat constitutionnel qui exige une gestion autonome de l'immigration. Maintenant, ça suffit ! ”

Une Suisse attractive

La Suisse est un pays magnifique avec une qualité de vie élevée et une prospérité conséquente et cela doit rester ainsi. Il n'est guère surprenant que notre pays attire des migrants enthousiasmés par les conditions économiques, politiques et sociales de la Suisse. Pour conserver ces avantages, il faut enfin mettre en œuvre de manière conséquente les articles constitutionnels

votés par le peuple et les cantons sur la gestion de l'immigration (initiative contre l'immigration de masse). Nous devons notamment pouvoir décider nous-mêmes de qui peut immigrer et en quelle quantité. 1,5 millions d'immigrés en seulement 20 ans, c'est démesuré. La Suisse doit fixer des règles claires pour les étrangers et les faire appliquer rigoureusement. Chaque étranger doit savoir si et dans quelles conditions il peut

Naturalisations entre 1992 et 2021



séjourner en Suisse. Celui qui devient une charge pour l'État, qui commet des délits, qui s'obstine à s'opposer aux us et coutumes locaux ou qui présente des tendances radicales doit être expulsé. Une approche plus conséquente rend nos lois plus crédibles, nous apporte plus de sécurité et réduit les coûts sociaux. En même temps, les étrangers qui sont prêts à faire des efforts, qui s'intègrent bien et respectent les règles du jeu sont ainsi récompensés.

Des professionnels qualifiés plutôt que des travailleurs bon marché

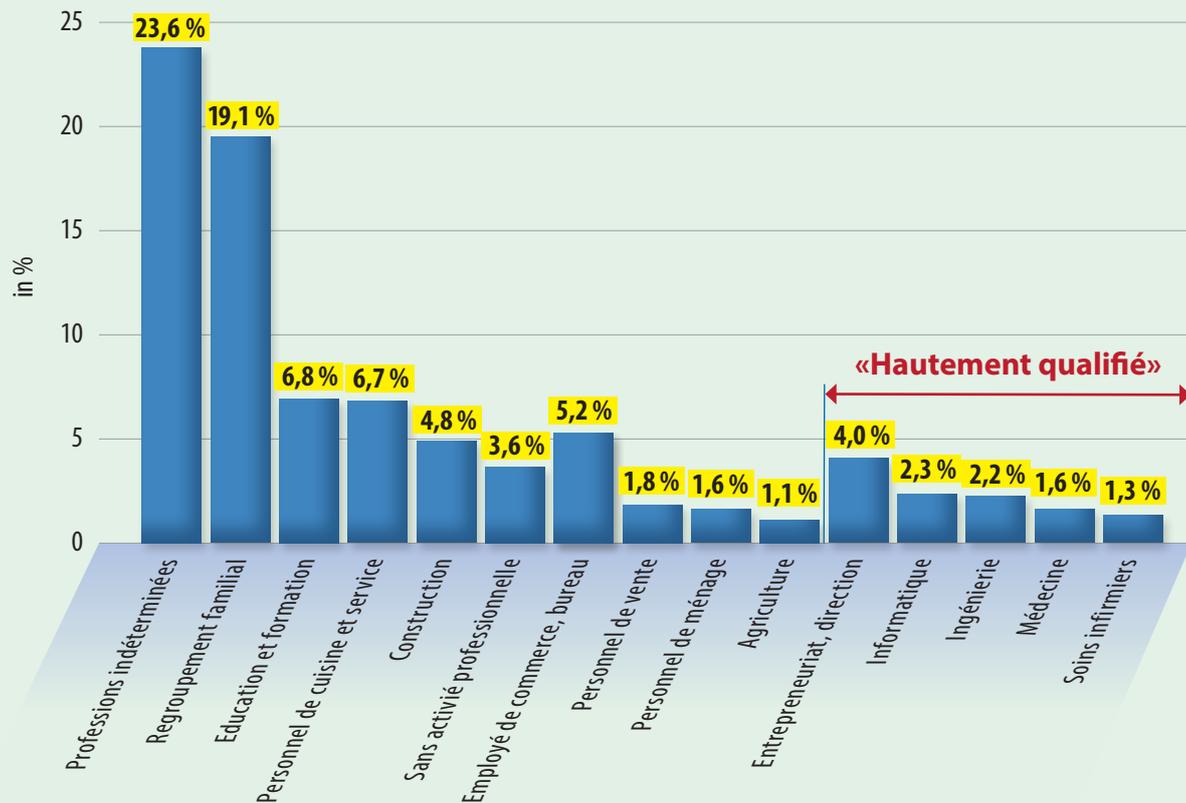
Les entreprises actives au niveau international doivent pouvoir attirer les meilleurs talents en Suisse afin de rester compétitives au niveau mondial. C'est important pour la Suisse, qui abrite des instituts de recherche de pointe et des fabricants de produits innovants. Mais alors que l'immigration de spécialistes en provenance de pays dits tiers (hors UE) est limitée, tous les ressortissants de l'UE peuvent immigrer en Suisse, indépendamment de leurs qualifications, en raison de la libre circulation des personnes. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, nous ne décidons plus nous-mêmes qui peut venir en Suisse et qui ne le peut pas. Cela doit cesser. Les associations économiques comme « économiquesuisse » affirment que la Suisse a profité de la libre circulation des personnes, car le produit intérieur brut a augmenté. Mais pourquoi le citoyen individuel ne voit-il aucun avantage et pourquoi les salaires stagnent-ils ? La raison est simple : le produit national brut a certes légèrement augmenté, mais il se

répartit sur un nombre beaucoup plus élevé d'habitants. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes (le 1er juillet 2007), plus de 1,5 million d'immigrés supplémentaires se sont installés en Suisse (immigration nette). Le PIB stagne autour de 82'000.- francs par habitant et n'a pas vraiment augmenté depuis 2008. La Suisse perd du terrain en termes de productivité et de création de valeur. Cette situation doit changer.

La proportion d'étrangers ne cesse d'augmenter

L'immigration massive de ces dernières années a pour conséquence l'augmentation ininterrompue de la part des étrangers dans la population totale. Alors que les étrangers représentaient 6 % de la population en 1950, leur part est passée à 14.4 % en 1980 et à 25.1 % en 2022. Parallèlement, plus d'1.5 million d'étrangers ont été naturalisés lors des 30 dernières années, dont 610'000 depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007. L'UDC ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants. C'est pourtant exactement ce qui nous attend dans quelques années déjà : vers 2035 selon les scénarios de la Confédération. Il s'agit ici d'un euphémisme : le Conseil fédéral et l'administration nous ont déjà souvent présenté des scénarios migratoires complètement erronés. Avant la votation sur la libre circulation des personnes avec l'UE, les prévisions se trompaient d'un facteur 10 ! Dans son étude de référence de 2010, le Conseil fédéral estimait que la population n'aurait pas encore atteint la barre des 9 millions d'habitants en 2060. En réalité, nous avons dépassé ce niveau en 2023 !

Immigration en provenance de l'UE en 2022



Sources : OFS; Immigration de la population résidente permanente et non permanente étrangère et Immigration de la population résidente permanente par canton et motif d'immigration, présentation propre. Les doubles comptages ne peuvent pas être exclus.

L'immigration de masse est une menace pour la prospérité

Une Suisse à 10 millions d'habitants signifie des routes encombrées, des hôpitaux surchargés, des enseignants débordés et des trains bondés. Notre beau paysage sera encore plus bétonné et l'environnement encore plus pollué. 10 millions d'habitants, c'est aussi une consommation d'électricité et d'énergie nettement plus importante. Les objectifs de réduction de la Suisse ne sont pas compatibles avec une immigration démesurée. Dans le meilleur des cas, cela signifie une augmentation massive des importations d'énergies fossiles de l'étranger. Dans le pire des cas, il y aura des coupures de courant, car nos voisins, qui se trouvent dans une situation similaire, rationneront l'énergie. En raison de l'augmentation démographique démesurée, la classe moyenne ne peut pas accéder à la propriété et les loyers prennent l'ascenseur. Le chômage augmente, y compris parmi les travailleurs les mieux formés, et il y a une concurrence déloyale de la part des nouveaux arrivants qui acceptent des salaires plus bas. Une Suisse à 10 millions d'habitants ne peut assurer l'autosuffisance alimentaire de la population.

Limitation des prestations sociales et du regroupement familial

A cause des généreuses prestations sociales, le regroupement familial est largement utilisé par des étrangers sans revenu qui espèrent être financés par les contribuables suisses. L'UDC exige donc des restrictions claires en matière de regroupement familial et de prestations sociales. Par exemple seules les

personnes qui ont cotisé pendant au moins 2 ans à l'assurance-chômage suisse devraient avoir le droit aux allocations de chômage. Des délais devraient également être fixés au niveau suisse en matière d'aide sociale. Le montant de cette dernière devrait être moins élevé pour les étrangers nouvellement arrivés en Suisse. S'agissant du regroupement familial, seules les personnes pouvant réellement subvenir à leurs besoins et disposant d'un logement suffisamment grand et autofinancé pour accueillir la famille doivent pouvoir faire venir les membres les plus proches de leur famille. La réduction des prestations sociales permettrait de réduire considérablement l'immigration sans empêcher l'économie d'embaucher du personnel qualifié.

Tolérance zéro pour les immigrés illégaux

La Suisse doit enfin prendre des mesures contre les migrants illégaux ainsi que ceux ne disposant pas ou plus d'autorisations de séjour. Pour ce faire, il suffit d'appliquer strictement et systématiquement les lois en vigueur sur les étrangers. Toutes les tentatives de légitimer leur présence par l'octroi de « city cards », de prestations publiques et d'accès aux universités sont contraires au droit. Ceux que l'on appelle gentiment « sans-papiers » ne séjournent pas seulement illégalement en Suisse, mais n'y paient pas non plus d'impôts. Les personnes appréhendées qui n'ont pas de permis de séjour doivent être expulsées et, pour empêcher les entrées illégales, les frontières doivent être mieux surveillées. La réglementation actuelle conduit à des incitations contre-productives et pénalise les étrangers qui cherchent à obtenir un permis de séjour légal.

L'intégration n'est pas une tâche de l'Etat

L'intégration est la tâche des immigrés. Celui qui veut immigrer dans un pays doit d'abord être totalement conscient de ce que cela signifie. Il faut notamment apprendre la langue qu'on y parle et se familiariser avec les us et coutumes. L'intégration ne peut être réussie que si elle émane de la volonté des immigrés. Or, la politique actuelle prône l'approche inverse : les autorités suisses doivent veiller à l'intégration des étrangers. Des mesures et des offres coûteuses, financées par les contribuables, sont créées pour encourager les étrangers à s'intégrer. Ceux qui ne veulent pas s'intégrer doivent à nouveau quitter le pays. En outre, une « contribution des étrangers » doit être introduite pour couvrir les coûts de l'immigration.

La naturalisation est l'aboutissement du processus d'intégration

Seules les personnes qui se sont intégrées avec succès, qui subviennent à leurs besoins, qui n'ont pas de passé criminel et qui maîtrisent bien au moins une langue nationale doivent avoir droit à la naturalisation. Le passeport suisse offre le privilège de participer à la vie politique suisse. L'UDC s'oppose au droit de vote et d'éligibilité des étrangers ainsi qu'aux autres assouplissements en termes de naturalisation. La pratique laxiste de certains cantons et villes en la matière a pour conséquence que le passeport suisse est attribué à des personnes qui sont mal, voire pas du tout intégrées. C'est pourquoi les étrangers à problèmes naturalisés disparaissent des statistiques des étran-

gers. Une naturalisation « à l'essai » doit être introduite afin de pouvoir exclure les personnes qui se muent en criminels peu après leur naturalisation. Le passeport suisse ne doit être attribué qu'à une personne qui a prouvé pendant plusieurs années qu'elle respecte les lois de notre pays. En outre, il doit être possible de retirer le passeport suisse aux doubles nationaux qui ont commis des crimes ou qui appartiennent à des organisations extrémistes.

La sécurité est la priorité

Il est grand temps de mettre fin au droit de séjour des criminels en Suisse. Les statistiques criminelles indiquent depuis des décennies une surreprésentation des étrangers : bien que ces derniers ne représentent qu'un quart de la population, ils sont responsables de 55 % des lésions corporelles graves, de 57 % des viols et de 63 % des homicides. Les criminels doivent être immédiatement renvoyés dans leur pays d'origine. Il en va de même pour les imams étrangers et autres prédicateurs qui tiennent des discours extrémistes. Ainsi, non seulement la Suisse sera plus sûre et plus paisible, mais les premiers bénéficiaires d'une politique des étrangers cohérente seront les étrangers bien intégrés.

Points de vue

L'UDC ...

- s'oppose à une Suisse à 10 millions d'habitants ;
- exige la mise en œuvre de la gestion autonome de l'immigration prévue par la Constitution dans l'intérêt général de la Suisse et l'abolition de l'immigration incontrôlée par le biais de la libre circulation des personnes ;
- exige que les critères d'attribution de la naturalisation soient liés à la connaissance d'une langue nationale (niveau C1) ;
- exige l'introduction d'un « impôt migratoire » auprès des immigrants pour couvrir les coûts de l'immigration ;
- exige un renforcement de la sécurité à la frontière et des contrôles à la douane. De plus, les frontières doivent être mieux assurées au niveau infrastructurel ;
- exige une interdiction ou une limitation du regroupement familial ;
- veut éviter que l'immigration n'augmente encore la pression sur les salaires et n'évince notamment les travailleurs âgés du marché du travail ;
- exige l'expulsion systématique et rapide des migrants illégaux et des criminels étrangers ;
- exige la limitation des prestations sociales pour tous les immigrés afin d'empêcher l'immigration vers l'État social ;
- exige le retrait du permis de séjour lorsque la dépendance à l'aide sociale dure plus de 2 ans ;
- lutte contre l'augmentation des mesures d'intégration coûteuses de l'État - l'intégration doit venir des immigrés ;
- refuse que les cantons accordent une aide sociale à des personnes faisant l'objet d'une décision de renvoi exécutoire et qui auraient dû quitter la Suisse depuis longtemps ;

- combat toute formation de sociétés parallèles ;
- refuse toute nouvelle facilitation de la naturalisation et combat la naturalisation des criminels et des bénéficiaires de l'aide sociale ;
- exige l'introduction de la naturalisation « à l'essai », afin que les personnes qui se muent en criminels peu après avoir obtenu le passeport suisse puissent se le voir retirer ;
- lutte contre le droit de vote et d'éligibilité des étrangers au niveau communal, cantonal et fédéral.

+ Avantages

Cela m'apporte :

- ✓ sur mon lieu de travail, moins de pression concurrentielle due à la main-d'œuvre bon marché de l'UE ;
- ✓ moins de coûts, car les bénéficiaires de l'aide sociale non intégrés ne peuvent plus rester en Suisse ;
- ✓ en tant que voisin, des étrangers qui respectent les règles locales ;
- ✓ des concitoyens qui sont vraiment intégrés et avec lesquels je peux communiquer sans problème ;
- ✓ en tant que naturalisé, la certitude que les étrangers bien intégrés ne sont pas mis dans le même panier que les criminels, les profiteurs sociaux et les personnes qui refusent de s'intégrer ;
- ✓ plus de sécurité, car les criminels étrangers sont systématiquement expulsés ;
- ✓ une Suisse qui reste telle que nous la connaissons et que nous l'aimons.